

PRISONS D'EUROPE : ACTUALITÉS JURIDIQUES NATIONALES

DÉCEMBRE 2022

Cette compilation, préparée par le Réseau européen de contentieux pénitentiaire (EPLN) en collaboration avec ses membres et partenaires, vise à informer praticiens du droit, associations et chercheurs des principales évolutions du droit pénitentiaire en Europe. Elle couvre 14 États membres de l'Union européenne ainsi que la Russie, la Moldavie, l'Ukraine et la Géorgie.

APERÇU DE L'ACTUALITÉ JURIDIQUE DES PRISONS (AVRIL – JUILLET 2022)

CONSEIL DE L'EUROPE ■ Le Parlement russe a adopté une loi permettant aux autorités de ne pas exécuter les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme devenus définitifs après le 15 mars 2022, date à laquelle la Russie a cessé d'être membre du Conseil de l'Europe.

RECOURS COMPENSATOIRES ■ En Belgique, un cas inhabituel dans lequel un détenu illégalement entendu en l'absence de son avocat a reçu une tarte aux fraises en guise de compensation, [illustre les déficiences du recours compensatoire existant pour les détenus dans le pays](#). En Bulgarie, un tribunal a calculé l'indemnisation du préjudice moral causé à un détenu qui avait été incarcéré dans des conditions « inhumaines et dégradantes » (surpopulation, hygiène insuffisante, éclairage inadéquat, soins médicaux insuffisants...), [fondée sur le montant de l'aide sociale accordée aux personnes sans ressources](#).

COVID-19 ■ En Géorgie, un système de réduction de peine a été mis en place pour compenser les restrictions imposées aux détenus incarcérés pendant la pandémie de COVID-19. En Hongrie, le droit de visite des détenus a été rétabli mais les visites ne peuvent avoir lieu qu'avec une séparation physique complète. Au Portugal, un tribunal [a jugé que les mesures temporaires mises en place dans le cadre de la pandémie de COVID-19 ne s'appliquaient qu'aux peines de prison](#) et non aux peines de détention à domicile.

CONDITIONS DE DÉTENTION ■ En Hongrie, un tribunal a conclu à l'absence de violation des droits d'un détenu qui avait été transféré d'une prison à l'autre à 32 reprises dans de mauvaises conditions (absence de toilettes, menottage, absence de ceinture de sécurité). Toujours en Hongrie, un tribunal a jugé que le fait de forcer un prisonnier non-fumeur à attendre dans la cour avec des prisonniers fumeurs, faute d'un nombre suffisant de surveillants, constituait une violation de son droit à la vie et à la santé. Le ministère russe de la justice a adopté une [nouvelle réglementation améliorant les conditions de détention](#). En Grèce, une nouvelle législation modifie les conditions de transfert des détenus dans des "prisons agricoles" (camps pénitentiaires) à régime de détention moins strict, en simplifiant les conditions de transfert et en augmentant le nombre d'infractions qui constituent un motif d'exclusion de cette mesure. En Belgique, le directeur général de l'administration pénitentiaire a annoncé la fermeture de l'une des deux "maisons de transition" (accueillant des personnes détenues en fin de peine) du le pays, suite au retrait de la société privée chargée de sa gestion. Également en Belgique, le ministre de la Justice a annoncé l'ouverture prochaine d'établissements destinés à l'exécution de courtes peines de réclusion.

ÉDUCATION ■ En **Géorgie**, un nouveau mémorandum entre le ministère de la Justice et le ministère de l'Éducation permet aux détenus d'étudier à l'université à l'aide d'une plateforme en ligne. Le ministère de la Justice du **Portugal** a récemment annoncé le projet de [dispenser des enseignements et des formations professionnelles à 35 % de la population carcérale d'ici fin 2022](#).

ALIMENTATION ■ Un tribunal **autrichien** a [précisé les règles de distribution des repas aux détenus](#). En **Ukraine**, une [loi sur la procédure à suivre en cas d'alimentation forcée](#) a été récemment adoptée.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ■ La Cour constitutionnelle fédérale **allemande** a jugé que l'administration pénitentiaire avait violé la liberté d'expression d'un détenu en refusant la demande d'interview d'un journaliste.

SANTÉ ■ En **Bulgarie**, dans deux affaires distinctes, les tribunaux nationaux ont accordé une indemnisation à [un détenu qui avait contracté la tuberculose en prison](#) ainsi qu'à [un détenu qui n'avait pas reçu d'insuline de façon régulière et qui n'avait pas été envoyé en consultation de suivi](#) dans des établissements de santé de droit commun extérieurs à la prison. La Cour constitutionnelle **russe** a jugé que les prisonniers en détention provisoire ont le droit de faire immédiatement appel des rejets de demandes d'expertise médicale visant à établir si leur état de santé est compatible avec leur détention. Également en **Russie**, la Cour suprême a rejeté la demande d'un établissement de santé pénitentiaire de cesser l'exécution d'un jugement l'obligeant à fournir une prothèse dentaire à un détenu après le transfert de ce dernier dans une autre région. Le directeur général des établissements pénitentiaires de **Belgique** a annoncé la distribution de serviettes hygiéniques gratuites à toutes les femmes détenues. Une prison au **Portugal** a tenu sa [première téléconsultation avec une unité hospitalière](#). En **Espagne**, pour la première fois, [les tribunaux se sont prononcés sur une affaire d'euthanasie en prison](#).

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ■ En **Espagne**, le gouvernement a adopté un décret royal établissant un cadre réglementaire pour l'utilisation des technologies de l'information en prison.

PROTECTION ET REPRÉSENTATION JURIDIQUES ■ Un tribunal **bulgare** [a rejeté un appel du Bureau national d'aide juridique, qui contestait l'attribution d'honoraires à un avocat ayant représenté un détenu](#). En **Ukraine**, des modifications législatives ont permis aux représentants des détenus devant la Cour pénale internationale de rendre visite aux détenus et de leur fournir des conseils juridiques. La Cour suprême de **Russie** a étendu la possibilité pour les prisonniers en détention provisoire de donner procuration. En **Allemagne**, la Cour constitutionnelle fédérale a jugé que le droit constitutionnel d'un détenu à un recours effectif avait été violé en raison de l'absence de traitement rapide de sa requête par un tribunal.

LGBTIQ ■ La Direction générale **portugaise** de la réinsertion et des services pénitentiaires a adopté de [nouvelles règles visant à préserver les droits des personnes transgenres en prison](#).

RÉCLUSION A PERPÉTUITÉ ■ En **Pologne**, entre autres modifications proposées au code pénal exécutif, le ministère de la justice souhaite introduire la prison à perpétuité réelle pour un certain nombre de crimes.

CONTRÔLE DES LIEUX DE DETENTION ■ Le statut du mécanisme national de prévention a été [rétrogradé par l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme \(GANHRI\) en raison de son manque d'indépendance](#). En **Belgique**, l'administration pénitentiaire a publié une note interne demandant aux directeurs de prison de signaler systématiquement les incidents graves aux commissions de surveillance. En **France**, le bâtonnier de Toulouse a visité la maison d'arrêt de Toulouse-Seysses et a évalué la mise en œuvre par le gouvernement des mesures urgentes ordonnées par le juge administratif quelques mois plus tôt.

RÉTENTION DE SÛRETÉ ■ Le gouvernement **polonais** a annoncé une série d'amendements à la loi sur les centres de détention préventive, où les personnes atteintes de troubles mentaux jugées dangereuses sont détenues après avoir purgé une peine de prison.

DROIT PÉNITENTIAIRE ■ En **France**, un [Code pénitentiaire, contenant toutes les dispositions légales relatives aux prisons](#), est entré en vigueur.

ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE ■ Les agents pénitentiaires d'une prison **autrichienne** ont envoyé une lettre officielle au directeur de la prison, affirmant avoir "perdu le contrôle" de l'établissement et mentionnant de nombreux graves problèmes de gestion.

STATISTIQUES PÉNITENTIAIRES ■ Le gouvernement **lituanien** [a approuvé la construction d'une nouvelle prison](#), la première depuis la restauration de l'indépendance du pays, avec pour objectif d'augmenter l'espace personnel par détenu. Le ministre **portugais** de la Justice [a annoncé la création de 600 places de prison supplémentaires](#). En **Hongrie**, selon les nouvelles statistiques publiées par le gouvernement, le nombre de personnes en détention provisoire a augmenté de 25% entre 2020 et 2021. Des données récemment publiées par le gouvernement **moldave** montrent que [plus de la moitié des prisons restent surpeuplées](#). Également en **Moldavie**, un arrêté du ministère de la Justice a augmenté [la capacité officielle des établissements pénitentiaires, ce qui a entraîné une diminution de l'espace personnel par détenu](#). Enfin, en **Moldavie**, selon des statistiques récentes, [les autorités ont fait un usage limité de la loi d'amnistie adoptée en 2021](#) pour diminuer la surpopulation carcérale,.

PRISONS EN TEMPS DE GUERRE ■ Selon plusieurs médias et ONG, la société militaire privée **russe** Wagner a [recruté des prisonniers dans de nombreuses colonies pénitentiaires russes afin de participer à la guerre en Ukraine aux côtés des troupes russes](#). En **Ukraine**, [une nouvelle loi régleme la libération des condamnés et des prisonniers de guerre pour en vue de leur échange](#).

VIE PRIVÉE ET FAMILIALE ■ La Cour suprême de **Russie** a étendu la liste des institutions avec lesquelles un détenu peut correspondre en toute confidentialité. La Cour suprême de **Hongrie** a jugé que le placement d'un détenu à plus de 200 km de ses proches ne violait pas ses droits. Une série d'amendements au code **lituanien** de l'exécution des peines augmente le nombre de visites et d'appels téléphoniques auxquels les détenus ont droit (la réforme apporte également des changements importants dans les domaines du travail, des régimes de détention et de la surveillance électronique). Un tribunal **autrichien** a rejeté la requête d'un détenu qui demandait l'autorisation d'acheter un ordinateur portable avec l'argent qu'il avait gagné en prison et a considéré que l'objectif déclaré de cet achat ("à fin d'apprentissage") était "non spécifique". En **Allemagne**, la Cour constitutionnelle fédérale a jugé qu'en soumettant un détenu à des contrôles d'urine aléatoires en présence du personnel pénitentiaire, l'administration pénitentiaire avait violé le droit à la vie privée du détenu. La Cour constitutionnelle **polonaise** a statué qu'une loi refusant à un membre de la famille d'un détenu le droit de former un recours contre le refus du procureur d'autoriser le détenu à contacter le membre de sa famille par téléphone, était conforme à la Constitution. Dans une [demande de question préjudicielle adressée à la CJUE](#), la Cour suprême de Cassation **italienne** a demandé si la remise aux autorités d'une mère vivant avec des enfants mineurs est compatible avec le droit européen des droits de l'Homme.

RELIGION ■ Le parlement **autrichien** a adopté une [résolution augmentant les fonds pour l'aumônerie et les services religieux dans les prisons](#).

SÉCURITÉ ■ En Rhénanie du Nord-Westphalie (**Allemagne**), une nouvelle Loi pénitentiaire renforce la mission de sécurité du système pénitentiaire (et permet de déroger davantage au principe de l'encellulement individuel). En **Espagne**, une nouvelle instruction adoptée par le Secrétariat général de l'administration pénitentiaire [énumère les nouvelles zones dans les prisons où des caméras de vidéosurveillance devront être installées, et précise les conditions d'accès aux enregistrements](#).

AMÉNAGEMENTS DE PEINE ■ En **Belgique**, une réforme donnant compétence pour décider de l'aménagement des peines à l'autorité judiciaire pour toutes les catégories de détenus, est entrée en vigueur. Également en **Belgique**, une nouvelle [loi autorise la libération anticipée des prisonniers six mois avant la fin de leur peine](#). L'*Audiencia Nacional* **espagnole** a jugé qu'en examinant les demandes de permissions de sortir de détenus condamnés pour des infractions terroristes, les tribunaux compétents se doivent de considérer que [les indicateurs positifs de bon comportement et de réinsertion prévalent sur l'obligation d'implorer explicitement le pardon auprès des victimes](#). En **Italie**, un tribunal a jugé qu'un fonctionnaire condamné pour corruption aggravée, dont la collaboration avec la justice avait été reconnue par le juge comme une circonstance atténuante du délit, peut demander à accéder à des formes de sanction autres que l'incarcération immédiatement après le procès sans devoir être soumis à l'examen de la *magistratura di sorveglianza* (justice de surveillance). En **République tchèque**, la Cour constitutionnelle a rappelé qu'aucune catégorie de détenus ne doit être exclue de la possibilité d'une libération conditionnelle et a précisé

les critères sur lesquels les tribunaux ordinaires doivent se fonder lorsqu'ils envisagent d'accorder une deuxième libération conditionnelle pour la même peine de prison.

TORTURE ■ En **Russie**, une nouvelle loi reformulant la définition de la torture dans le droit pénal russe est entrée en vigueur.

TRANSFERT ■ Un tribunal **bulgare** a jugé que [la décision de l'administration pénitentiaire de transférer un détenu en raison de son comportement était arbitraire et illégale](#). La Cour suprême **polonaise** a jugé qu'[un prisonnier polonais possédant une double nationalité peut être transféré dans un autre État pour y purger sa peine de prison](#).

TRAVAIL ■ Un tribunal **autrichien** a jugé qu'un détenu qui n'a pas pu travailler à la suite d'une sanction disciplinaire n'est pas en droit de recevoir une indemnisation. En **France**, les détenus travaillant en prison sont désormais recrutés par le biais d'un « contrat de travail pénitentiaire ». En **Bulgarie**, la Cour administrative suprême a jugé que [la décision d'un directeur de prison de suspendre un détenu de son travail doit être soumise à un contrôle judiciaire](#).

LIRE LE NUMÉRO COMPLET SUR NOTRE SITE WEB >>

Nous remercions tout particulièrement nos [membres et partenaires associés](#) pour la rédaction
conjointe de cette compilation !

**EUROPEAN
PRISON
LITIGATION
NETWORK**

www.prisonlitigation.org

21ter rue Voltaire

75011 Paris

France

contact@prisonlitigation.org

Cette compilation est financée par l'Union européenne, l'ONUSIDA et le Fonds Robert Carr. Les points de vue et opinions exprimés n'engagent toutefois que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne, de la Commission européenne, de l'ONUSIDA ou du Fonds Robert Carr. Ni l'Union européenne, ni la Commission européenne, ni l'ONUSIDA, ni le Fonds Robert Carr ne peuvent en être tenus pour responsables.

**ROBERT
CARR
FUND** For civil
society
networks

